



Catherine TRAUTMANN

DÉPUTÉE AU PARLEMENT EUROPÉEN

Ancienne Ministre

Vice-présidente de la Communauté urbaine de Strasbourg

Strasbourg, le 25 mai 2009

Madame, Monsieur,

Je tiens à vous remercier pour votre courrier relatif aux valeurs fondamentales du Mouvement Emmaüs.

J'ai toujours lutté pour le respect des libertés et droits fondamentaux pour tous. Le Parlement Européen est le garant démocratique de ces droits et libertés, et ses élus doivent être en mesure de les défendre.

L'immigration est un sujet de discorde entre les différents partis, mais tous s'accordent à dire qu'il est indispensable d'en définir une politique.

Le Pacte européen pour l'immigration et l'asile de Brice Hortefeux auquel je m'oppose fermement est une atteinte à la dignité humaine issue d'une politique liberticide disproportionnée et dangereuse pour les personnes vulnérables. Il faut trouver des réponses pertinentes aux défis à relever et non pas construire une Europe forteresse toujours plus répressive.

Le Parti Socialiste propose une politique axée sur l'immigration légale, favorisant l'intégration et engageant un véritable dialogue avec les pays tiers. Ce dernier élément est fondamental afin de non seulement proposer un accueil respectueux des droits fondamentaux mais aussi contribuer par une aide adaptée à un équilibre entre les pays de départ, de transit et d'accueil. Évidemment, ce travail doit être fait en collaboration avec la société civile car aucune politique n'est efficace sans coopération avec celle-ci. Le Parti Socialiste Européen a sans cesse reconnu le rôle primordial de la société civile dans l'élaboration de ses textes.

La lutte contre le sans-abrisme et le mal-logement est une des priorités de la politique que mène mon parti, et, à ce titre, peine à être entendue par les gouvernements conservateurs européens, moins attentifs à l'exclusion et à la précarité. L'Etat est le garant du droit au logement donc l'Union Européenne ne peut défendre une politique de logement à son échelle. Toutefois, les députés européens socialistes continueront à dénoncer la politique de désengagement de certains gouvernements et à promouvoir les politiques socialistes, qui existent notamment dans plusieurs villes « roses » de France, qui cherchent à faciliter l'accès au parc social et la mixité sociale et favoriser la construction de logements sociaux répondant à la diversité des besoins.

.../....

